

# INTER PARES

58, rue Arthur, Ottawa, Canada K1R 7B9 (613) 563-4801 Téléc. 594-4704 Télex 053-3802

BULLETIN Vol. 16, N° 2, Mars 1994

## SOCIÉTÉ CIVILE ET CHANGEMENT SOCIAL : *quand le peuple prend la parole*

En mai dernier, le Président du Guatemala a suspendu la constitution, dissout le parlement, fait arrêter son opposition, imposé une censure sévère et il s'est déclaré gouvernant par décret. Pendant quelques jours, l'attention mondiale s'est tournée vers cette situation avec la certitude qu'une fois de plus, le Guatemala glisserait dans la violence cruelle d'une dictature soutenue par les militaires.

C'était sans compter sur le peuple qui, alors, a pris la parole. Courageusement et ouvertement, les gens ont défié le président et son armée. Ignorant la censure imposée aux médias, les gens ont dénoncé le coup et exigé la justice et la démocratie avec l'appui des organismes internationaux de droits humains et de justice sociale du Canada, de l'Europe et des États-Unis. Comme résultat, le régime illégal a été renversé et le Congrès a nommé un nouveau président intérimaire.

La crise derrière lui, le peuple du Guatemala a poursuivi sa longue lutte pour la justice dans un pays où la répression et les inégalités sont consacrées dans des institutions depuis cinq cents ans. La *société civile* est le théâtre de cette lutte continue et son instrument principal.

Le terme «société civile» désigne généralement l'expression politique et culturelle volontaire de citoyens organisés à l'intérieur d'une société en excluant le commerce et l'industrie qui font partie de l'économie politique et des systèmes financiers internationaux. Le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique offre une définition qui saisit bien le sens commun du terme comme il est le plus souvent utilisé à l'heure actuelle : «la somme de toutes les institutions et associations sociales (excluant la famille) qui sont autonomes, indépendantes de l'état et en

mesure d'influencer les politiques publiques de façon significatives.»

Les coalitions de citoyens qui ont changé les suites du coup au Guatemala sont un exemple de la société civile en action. Ailleurs dans le monde, le même processus est en marche : bien que

répression et qui insistent sur la justice et le changement. Comme dans le cas du Guatemala, les changements survenus en Europe de l'Est ne représentent pas plus le début de la démocratie que l'atteinte d'une victoire définitive. La chute du mur de Berlin est le point culminant d'une étape d'un processus à l'intérieur d'une société civile tout comme la résistance dont nous avons été témoin récemment au Guatemala est le résultat de nombreuses années de lutte et de dissidence. Les accords de paix au El Salvador n'ont pas été acquis uniquement sur les champs de bataille mais bien par le biais des efforts d'un mouvement démocratique civil non armé qui s'est mobilisé quotidiennement dans les rues et qui a défié le militarisme et les institutions répressives de cette société.

Ces luttes se poursuivent. Les élections ne sont pas l'unique expression de la démocratie. La démocratie est l'interaction libre et dynamique à l'intérieur d'une société civile qui tend à organiser les gens autour de leurs propres intérêts, à leur permettre d'exprimer et de discuter de nouvelles visions de la société, de créer le changement et de tenir les gouvernements responsables.

La société civile n'est pas automatiquement ouverte, démocratique et libre. Dans de nombreux pays, la société civile se limite à une élite qui contrôle toutes les institutions culturelles, économiques et politiques reliées à l'administration et au bien-être économique. Trop souvent, la société civile tend à restreindre la participation démocratique de la majorité en exerçant de la discrimination selon le sexe, la race, la religion et la classe sociale. Dans ces circonstances, la démocratie doit être acquise et protégée

*suite à la page 4*



*Campagne nationale d'alphabétisation du Nicaragua*

l'Afrique du Sud demeure en bouleversement, les changements qui y surviennent en sont un exemple, tout comme le sont le processus de paix au El Salvador et les mouvements démocratiques des Philippines, de la Birmanie et du Bangladesh.

Les longues et invisibles luttes qui précèdent les événements qui sont rapportés dans les médias d'information sont bien souvent absentes de l'interprétation de ces événements dramatiques. Ces événements ne surviennent que par l'action de gens héroïques qui résistent à la

---

## LE CANADA DANS LE MONDE :

### *Donner la parole aux Canadiennes et aux Canadiens*

---

Tout comme chacun de nous se définit autant par les rapports que nous entretenons avec nos voisins et notre collectivité que par notre façon de vivre à la maison, comme Canadiennes et Canadiens, nous nous définissons également par les rapports que nous entretenons avec le reste du vaste monde. La terre est notre communauté. Notre sécurité et notre avenir sont intimement liés à ceux de l'ensemble de la planète et notre comportement a un impact sérieux sur les autres. Nous entendons souvent que notre avenir est menacé ou qu'il pourrait s'améliorer par des événements extérieurs; toutefois, il est peu fréquent d'entendre que notre comportement a des conséquences sur la vie ou les possibilités des autres, soient-elles positives ou négatives.

Nous avons pourtant un effet sur les autres, de par nos habitudes de consommation, nos industries manufacturières et d'extraction des ressources, nos politiques commerciales et nos investissements étrangers considérables, nos politiques d'immigration, notre tourisme, notre promotion de l'industrie de l'armement (actuellement au 12<sup>e</sup> rang d'importance dans le monde), notre participation aux institutions financières internationales et aux Nations

Unies, nos programmes d'aide à l'étranger et nos alliances militaires. Aucune de ces actions n'est neutre. Elles ont des effets sur nous et sur les autres. Dans l'ensemble, c'est ce qui constitue les relations internationales et la politique extérieure.

Dans plusieurs de ces domaines, les politiques ne tiennent pas compte de l'intérêt de la majorité des Canadiennes et des Canadiens sans parler des intérêts des peuples des autres régions du globe. Certains avancent que la politique extérieure actuelle sert les intérêts d'un petit groupe de gens d'affaires canadiens et de sociétés transnationales. D'autres soutiennent que les politiques extérieures du Canada sont beaucoup trop libérales et que nous devrions contracter moins d'obligations à l'échelle internationale et accorder plus d'attention au Canada et aux intérêts canadiens.

Ce débat est important et avec l'élection d'un nouveau gouvernement, il est très pertinent. Il y a longtemps que le gouvernement canadien a soumis ses politiques extérieures à un examen public approfondi. Il y a une vaste variété d'intérêts et de points de vue qui doivent être entendus et débattus pour dégager un large consensus social entre nous, comme

Canadiennes et Canadiens et comme citoyens du monde qui partagent les limites et la fragilité de cette planète.

De concert avec le Conseil canadien pour la coopération internationale, Inter Pares a demandé qu'une démarche de révision parlementaire de la politique extérieure du Canada soit entreprise publiquement. Cette recommandation a été adoptée par le gouvernement fédéral. Les travaux débuteront en mars 1994 et ils se poursuivront tout au cours de l'année. Il s'agit d'une occasion pour toutes les composantes de la société civile canadienne de débattre de ces questions entre elles et d'exercer leur droit et leur responsabilité, de demander des comptes au gouvernement sur les politiques extérieures du Canada alors que nous abordons le 21<sup>e</sup> siècle. Cette démarche est au coeur de la démocratie et elle est l'expression de la responsabilité nationale et globale.

Dans les prochains numéros du *Bulletin*, Inter Pares mettra l'accent sur quelques questions d'importance dans ce débat au sein de la société canadienne alors qu'ensemble nous changeons la nature des relations que le Canada entretient avec nos collègues citoyennes et citoyens du monde.

---

## VERS UN MOUVEMENT POPULAIRE INTERNATIONAL

---

Il est rare qu'une journée passe sans qu'un grand titre ne porte sur la «mondialisation» – phénomène qui étend à l'échelle internationale la portée des institutions de contrôle politique et économique. Les gens ordinaires perdent la possibilité d'influencer les politiques économiques et sociales qui ont des conséquences sur leurs vies. Dans notre propre pays, à des degrés variés, nous pouvons influencer nos gouvernements et exiger qu'ils fassent preuve de responsabilité. Mais comment pouvons-nous influencer les Nations Unies ou les accords commerciaux internationaux, ou exercer quelque contrôle sur les transnationales? Et comment pouvons-nous assurer que dans les forums internationaux, notre gouvernement agit de manière à préserver nos intérêts tout en n'attaquant pas les intérêts des peuples des autres pays?

On reconnaît de plus en plus que les organisations nationales populaires doivent collaborer à l'échelle internationale sur des questions d'intérêt commun. Cette collaboration est essentielle si nous voulons développer notre capacité d'influencer les décisions internationales et les processus qui ont une influence sur nos vies.

Depuis plusieurs années, Inter Pares favorise ce genre de collaboration interna-

tionale. Avec des collègues du Tiers monde, nous avons effectué du travail de recherche et de pression politique en matière de questions démographiques et de population. Nous avons facilité la création et le maintien de liens entre des collectivités du Sud entre elles, et entre des collectivités du Sud et du Nord. Ces liens sont tellement importants pour l'élaboration d'une analyse et de stratégies globales. Par ce travail, Inter Pares a apporté une humble contribution à l'évolution d'un mouvement populaire international en matière de population. La rencontre outre-frontières de personnes et d'idées a donné lieu à un travail de changement social bénéfique pour toutes les parties.

Également, Inter Pares a ramené des perspectives internationales au Canada. Par exemple, nous sommes membres du Conseil consultatif national canadien, un groupe formé pour faire des recommandations au gouvernement canadien en préparation de la Conférence des Nations Unies sur la population et le développement qui aura lieu en 1994. Le Conseil consultatif est composé de Canadiennes et de Canadiens des domaines du développement international, des droits de la personne, de la santé, de l'environnement ainsi que des groupes de femmes, de

défense des droits des réfugiés, des démographes, des agences religieuses et des groupes autochtones. Inter Pares a participé à cette démarche en y apportant une perspective internationale. De cette manière, les délibérations du Conseil consultatif ont pu profiter non seulement des expériences d'un large ensemble de Canadiennes et de Canadiens mais aussi des expériences de nos partenaires d'outre-mer.

Tout comme des groupes se sont rencontrés au Canada en préparation de la conférences des Nations Unies, des discussions semblables se tiennent ailleurs dans le monde. Aux Philippines, au Bangladesh, en Ouganda, au Brésil, aux États-Unis et en Europe, divers groupes et plus particulièrement des groupes de femmes luttent pour arriver à une entente sur les questions liées à la population. Ces groupes ne partagent pas toujours les mêmes points de vue bien qu'ils s'entendent souvent sur des principes fondamentaux.

Les problèmes liés à la population, à l'environnement et au développement doivent être résolus à l'échelle mondiale en adoptant des stratégies qui tiendront compte du fait qu'ils sont liés. Pour y arriver, nous devons nous engager à écouter l'autre et à soutenir les voix des gens que l'on veut réduire au silence à travers le monde.

---

## n ZIMBABWE : *trouver sa voix*

---

Les femmes de Chitungwiza et Mutsvaire, deux collectivités du Zimbabwe, connaissent leurs besoins et leurs problèmes. Elles connaissent les limites de leurs droits juridiques. Elles savent comment la pauvreté a des effets sur la santé de leurs enfants. Elles font l'expérience de la violence dans leur vie.

Pour les femmes de ces collectivités, ces problèmes sont clairs. Il est plus difficile de trouver des moyens de communiquer leurs préoccupations aux représentants officiels, aux politiciens et aux organismes de développement de manière à ce que l'on tienne compte de ces expériences dans le processus décisionnel.

L'organisme Femmes, droit et développement en Afrique (WILDAF) a la ferme détermination d'assurer la participation des femmes à la définition de leurs besoins et à l'identification des solutions à leurs problèmes. Avec l'aide d'Inter Pares, WILDAF appuie les femmes de Chitungwiza et Mutsvaire dans leur démarche visant à définir collectivement leurs problèmes et à partager les pistes de solutions qui pourront être élaborées à partir de leurs habiletés et de leurs ressources.

À long terme, WILDAF souhaite offrir un appui approprié à ces femmes afin qu'elles puissent communiquer leurs besoins, leurs intérêts et leurs priorités. Plus important

encore, WILDAF désire faire la preuve que les femmes peuvent arriver à trouver leurs propres solutions en brisant leur isolement et en travaillant ensemble.

---

## n BANGLADESH : *défendre ses intérêts*

---

Avec l'appui d'Inter Pares, la Société du Bangladesh pour l'environnement et le développement humain aide les autochtones à s'organiser pour qu'ils soient en mesure de promouvoir leurs intérêts auprès du gouvernement et des agences internationales.

Grâce à la formation, la recherche, les reportages dans les médias et les films documentaires, les expériences des autochtones du Bangladesh ont été portées à l'attention du public. La majeure partie de ce travail a démontré que les projets de développement, même ceux qui semblent bénéfiques à prime abord, peuvent détruire les styles de vie traditionnels et l'environnement. Par exemple, le peuple Garo qui vit dans la forêt a recueilli des renseignements sur la manière

dont les projets de reboisement ont mené à la disparition des forêts traditionnelles et ont chassé des gens de leur patrie. Avec l'aide de la Société et des résultats de ce travail de documentation, le peuple Garo a trouvé un auditoire international et a pu encourager au moins une banque multilatérale à reconsidérer son appui et ses prêts aux activités de reboisement.

Grâce à ce travail, les autochtones du Bangladesh sont en mesure d'affirmer qu'ils ne seront plus les victimes de stratégies de développement imposées de l'extérieur. Ils insistent plutôt sur le fait qu'ils doivent être informés et consentir à des activités qui ont des conséquences sur leurs vies.

---

## n MEXICO *Dévoiler les visages d'une nouvelle société*

Le récent débat sur l'ALÉNA a porté l'attention internationale sur le Mexique et les problèmes auxquels le pays est confronté : inégalités croissantes dans la distribution de la richesse, chute des droits des travailleurs, marginalisation des peuples autochtones, problèmes environnementaux sérieux, violations des droits de la personne et un système politique caractérisé par la corruption et la fraude électorale.

Au cours des dernières années, des Mexicaines et des Mexicains se sont attaqués à ces problèmes en créant des associations et des organisations indépendantes du gouvernement et des partis politiques. Aujourd'hui, de nombreuses organisations font la promotion du développement durable, de mouvements sociaux ruraux et urbains, de l'éducation informelle, de projets de micro-entreprises, des droits des femmes, des enfants et des peuples autochtones et de la lutte pour des élections libres et justes.

L'intégration sociale et économique du

Mexique au reste de l'Amérique du Nord offre des conditions favorables à des réformes qui pourraient promouvoir la démocratisation de l'état mexicain. Toutefois, la participation populaire est indispensable à l'avènement d'une telle transformation.

En 1990, les ONG du Mexique ont créé l'organisme Convergence des organisations civiles pour la démocratie. Convergence regroupe 137 organismes et offre une structure de coordination des actions qui renforce les efforts des groupes qui travaillent à la défense de leurs droits et à l'amélioration de leurs conditions de vie; qui favorise une démocratie participative qui englobe l'engagement quotidien des citoyens et des organismes mexicains aux affaires publiques; et qui protège le droit du peuple d'élire des représentants par le biais d'élections justes, honnêtes et exemptes de fraude et de supercherie.

Les élections présidentielles du 21 août 1994 sont d'une importance capitale pour la transition démocratique du Mexique. Depuis deux ans, Convergence travaille à un programme de certification de la validité des résultats officiels des élections mexicaines. Au cours de cette démarche, des milliers de citoyennes et citoyens ont reçu une formation civique et ont observé les processus électoraux dans onze états.

Au cours des prochains mois, forte de cette expérience, Convergence concentrera toute son attention sur les élections présidentielles à venir.

Pour soutenir ses efforts, Convergence a fait appel à la solidarité internationale d'organismes de pays démocratiques. Comme organisme de la société civile canadienne, Inter Pares appuie le programme de Convergence en procurant un soutien institutionnel à l'Académie mexicaine des droits de la personne qui permet à cet organisme de jouer un rôle essentiel au sein de Convergence dans le domaine de l'éducation civique et de la formation reliée à l'observation du processus électoral. Également, Inter Pares a accepté de coordonner ses efforts avec ceux de d'autres organismes canadiens pour informer la population canadienne sur la réalité politique du Mexique et pour s'assurer d'une présence canadienne au Mexique qui permettra de protéger les observateurs mexicains tout au cours du processus électoral.

Dans le contexte nouveau de l'interdépendance économique et sociale en Amérique, nous devons faire des pressions afin que les autorités mexicaines manifestent le même respect et le même attachement à la démocratie et aux droits de la personne que nous exigeons de notre propre gouvernement.



Jonathan Leming

Trois ans après la fin de la guerre des contras et la défaite électorale des Sandinistes, le Nicaragua est au bord de la faillite. Évaluée à 10 milliards de dollars américains, la dette extérieure est la plus élevée per capita au monde. Le chômage et le sous-emploi sont passés de 40 % en 1988 à 60 % en 1993. Le revenu personnel est tombé à des niveaux comparables à ceux de 1930. Le taux de mortalité infantile est parmi les plus élevés de l'Amérique latine. Comme c'est souvent le cas, ce sont les pauvres et les marginaux qui portent, de façon disproportionnée, le poids de la détérioration économique.

Les luttes de pouvoir et la corruption caractérisent la scène politique. Les luttes intestines entre les chefs des divers partis politiques et entre l'extrême droite et l'opposition sandiniste ont paralysé l'Assemblée nationale. Le refus du gouvernement de prendre position pour résoudre les disputes autour du droit de propriété des terres ainsi que l'absence de politiques pour encourager la production agricole détruisent l'infrastructure agricole du pays. La situation menace de renverser les gains acquis au cours de la réforme agraire des années 80, la réalisation la plus impressionnante de la révolution.

Les promesses du gouvernement d'accorder des terres et du crédit aux ex-combattants ainsi qu'aux populations déplacées n'ont pas été tenues. Des soldats démobilisés et des ex-contras se sont réarmés pour tenter de faire pression sur le gouvernement pour qu'il honore ses promesses, contribuant ainsi à la résurgence de la violence. Cette situation mine le progrès accompli dans la démarche de paix et de réconciliation et elle pose les bases d'une nouvelle confrontation militaire.

Mais au milieu du chaos économique et du vide politique, le Nicaragua peut toujours

compter sur la présence d'organismes populaires articulés qui ont vu le jour durant la révolution. Dans le contexte actuel de polarisation sociale, les syndicats, les associations de paysans, les groupes de femmes, les coopératives, le mouvement communal et les organisations d'ex-combattants ont entrepris de rebâtir le tissu social de leurs collectivités. Par le biais d'initiatives économiques communautaires variées, ils luttent pour soutenir la capacité de production locale, particulièrement dans les campagnes. Ils continuent de solliciter et de défier le gouvernement par des pressions politiques, par le dialogue et des négociations à la recherche de politiques économiques et sociales alternatives.

Récemment, la Fédération des ONG du Nicaragua déclarait que la stabilité, la paix et la réconciliation étaient nécessaires au rétablissement du pays. La Fédération a demandé au gouvernement et à tous les éléments de la société civile de se mettre à la recherche de moyens d'unir les gens dans un dialogue qui mènerait à une paix certaine et durable. Elle a fait appel à la communauté internationale pour qu'elle favorise ce processus en protégeant le droit à la participation démocratique et en contribuant des ressources matérielles qui serviraient au développement.

Le programme d'Inter Pares au Nicaragua est guidé par ces priorités. Notre appui aux organisations populaires et aux ONG comme l'Union des travailleurs agricoles (ATC) et la Fondation Augusto C. Sandino (FACS) encourage la mise en oeuvre d'alternatives économiques pouvant mener à l'avènement d'une économie durable tant sur le plan local qu'au niveau national. Notre soutien favorise également la participation des pauvres et des marginaux au dialogue avec le gouvernement et les autres secteurs de la société civile à la

recherche de solutions de rechange.

Par exemple, par le biais d'un appui institutionnel et d'un programme d'aide technique et de formation, Inter Pares a aidé l'ATC à négocier l'accès des travailleurs au droit de propriété de 39 fermes d'état privatisées par le gouvernement dans le secteur de la production du café. Cette activité a permis d'avancer les intérêts des travailleurs ruraux et a contribué à protéger un certain nombre de gains sociaux effectués au cours de la révolution. Inter Pares a contribué, également, à un programme de crédit rotatif de la FACS qui vise à financer de petits projets économiques en collaboration avec les producteurs agricoles, les coopératives, les femmes, les artisans et les associations communautaires locales. L'an dernier, quelque 1 844 personnes ont pu produire des aliments destinés à la consommation locale grâce aux petits prêts de ce programme. De plus, Inter Pares apporte un soutien institutionnel qui permet à la FACS de jouer un rôle dans l'élaboration de politiques au Nicaragua et de se faire entendre dans les forums internationaux qui regroupent d'autres partenaires du Tiers monde avec qui ils peuvent faire des pressions pour le changement des règles internationales qui perpétuent les inégalités entre les riches et les pauvres.

## QUAND LE PEUPLE PREND LA PAROLE

*suite de la page 1*

par les actions concertées de citoyennes et de citoyens organisés. À cette fin, Inter Pares soutient des activités qui favorisent la liberté et la possibilité pour tous les citoyens de participer au débat et d'en venir à un consensus social sur l'orientation de leur société et de leur gouvernement.

Ce travail a tout autant d'importance que le soutien que nous apportons à des projets spécifiques. Le logement, la santé, les possibilités économiques sont des besoins de bases importants mais sans la participation démocratique au développement de sociétés libres qui répondent aux aspirations de toutes et tous, le besoin d'aide à l'échelle internationale sera toujours nécessaire. L'aide internationale en soi ne peut pas réduire la misère des centaines de milliers de pauvres ni garantir leur droit inné à la dignité, à la sécurité et aux droits de la personne. Cela n'exige pas un système d'aide sociale international mais plutôt un mouvement international voué à la justice et au changement.

Dans ce Bulletin, vous trouverez quelques exemples de la manière dont Inter Pares travaille au changement par la promotion de la participation des gens à la société civile et aux organisations populaires.

